

Procédures de dérogation au PPI et d'éligibilité à un contrat pluriannuel

Enchère PL-4 2030-2031

Contenu

1. Dérogation au PPI

- a) Cadre réglementaire
- b) Processus et contenu des dossiers
- c) Calcul de *missing money* dans le formulaire de dérogation

Les changements par rapport à la procédure de dérogation mise en place pour la PL 2026-2027 sont indiqués en **rouge**

2. Eligibilité à la contractualisation pluriannuelle

- a) Cadre réglementaire
- b) Processus et contenu des dossiers
- c) Précisions sur le cadre d'analyse de la CRE et les critères économiques

Point d'attention sur le cadre réglementaire relatif aux guichets de la CRE pour la PL-4 2030-2031

À la date de publication de la présente notice, les arrêtés encadrant les guichets de procédure de dérogation au PPI et d'éligibilité aux contrats pluriannuels n'ont pas encore été pris par la ministre chargée de l'énergie.

Ces arrêtés sont pris sur proposition de la CRE. Les présentes procédures s'appuient sur les délibérations de la CRE afférentes à ces propositions :

- **pour la dérogation au PPI** : délibération n° 2026-198 de la CRE du 8 octobre 2026 portant proposition de méthodologie d'établissement des courbes de demande et des paramètres du rapport de paramétrage du mécanisme de capacité ;
- **pour l'éligibilité à la contractualisation pluriannuelle** : délibération n° 2026-185 de la CRE du 17 septembre 2026 portant proposition des critères économiques relatifs à l'éligibilité aux contrats pluriannuels du mécanisme de capacité et à leur durée

Le calendrier pourra évoluer en fonction des échéances de publication des arrêtés.

1. Procédure de dérogation au PPI

Les changements par rapport à la procédure de dérogation mise en place pour la PL 2026-2027 sont indiqués en rouge

1.1

Dérogation au PPI - Cadre réglementaire

1. Cadre réglementaire

Cadre réglementaire du PPI et de la procédure de dérogation

Principe du prix plafond intermédiaire (Article R. 316-24 du code de l'énergie) :

- La rémunération **des capacités existantes** est **plafonnée au PPI** : dans le cas où le prix d'équilibre de l'enchère est supérieur au PPI, la rémunération est **égale au PPI**.
- Les capacités peuvent demander, pour chaque PL, une dérogation auprès de la CRE.
- La méthodologie de fixation du PPI, sa valeur pour chaque PL et la méthodologie de dérogation sont fixées par arrêtés sur proposition de la CRE, sur la base de rapports de RTE.

Délibérations de méthodologie et de paramétrage de la CRE du 8 octobre 2026 :

- Pour la PL-4 2030-2031, la **CRE a proposé à la ministre un PPI de 15 €/kW**, sur la base d'une fourchette de RTE (calculée selon les projections de *missing money* d'une CCG).
- La méthodologie de dérogation proposée dans le cadre de la méthodologie de paramétrage est **basée sur un calcul de *missing money* (i.e. la « différence entre les revenus et les coûts engendrés par le maintien en activité de la capacité sujette à la demande de dérogation »)**.

Formule du PPI proposée par la CRE sur la base du rapport de RTE

$$PPI = (1 - \beta) \times \text{Coûts fixes CCG}$$

Le PPI ne s'applique pas aux nouvelles capacités et à l'effacement

Question acteur :

- Une nouvelle capacité doit-elle faire une demande de dérogation ?
- Comment justifier de la non-application du PPI ?

- L'article R. 316-24 du code de l'énergie prévoit que le PPI « *est applicable à l'ensemble des capacités de production et de stockage, à l'exclusion de celles remplissant l'un des critères mentionnés aux 1° à 5° de l'article R. 316-36 et de celles qui n'ont jamais été certifiées* ».



- Si votre site est mis en service d'ici à la PL, et qu'il n'a donc jamais été certifié dans le cadre du précédent mécanisme de capacité et pour la PL 2026-2027, le PPI ne s'applique pas.
- Une demande de dérogation auprès de la CRE n'est pas nécessaire.
- Ces informations pourront être renseignées auprès de RTE lors de la certification d'EDC de type non-encadrement.
- RTE communiquera sur la démarche à suivre lors du processus de certification.
- Les capacités en sortie d'OA ne sont pas considérées comme des nouvelles capacités.

Cas particulier des cogénérations

Question acteur :

- J'exploite une centrale de cogénération sans contrat de soutien public, dois-je faire une demande de dérogation au PPI ?

Dans sa délibération de paramétrage pour l'enchère PL-4 de la PL 2030-2031, la CRE a proposé « *d'accorder une dérogation au PPI pour les centrales de cogénération qui en feraient la demande, **sous réserve qu'elles ne bénéficient pas d'un dispositif de soutien, notamment de type OA** ».*

- Il est entendu qu'un soutien sous forme de complément de rémunération ne peut donner lieu à une dérogation.
- Il est entendu que toutes les cogénérations sont concernées (fioul, gaz, biomasse, etc.).

- Si le site dispose d'un contrat de soutien pour toute la PL, il est inutile de faire une demande de dérogation : elle ne sera pas accordée ou pas applicable car les EDC d'EDF OA sont toutes soumises à l'encadrement de rémunération.
- Si le site ne dispose pas d'un contrat de soutien pour tout ou partie de la PL, une demande de dérogation reste nécessaire conformément à la rédaction du décret.
- La dérogation sera accordée automatiquement si le site n'est pas sous contrat pendant toute la PL. Sinon, une instruction *ad hoc* sera conduite par la CRE.

1. Cadre réglementaire

La demande de dérogation peut être faite par l'exploitant de la capacité, et par un mandataire

Question acteurs :

- Qui est en charge de la demande de dérogation ?
- Le décret prévoit que la demande de dérogation soit faite par « *l'exploitant d'une capacité pour laquelle le plafond de rémunération intermédiaire est applicable* » (article R. 316-24 du code de l'énergie).
- Selon la CRE, la personne en charge de la demande de dérogation doit être **l'exploitant au moment où la demande est réalisée** (le titulaire du Contrat d'Accès au Réseau ou du Contrat de Service de Décompte dont la capacité de production fait l'objet).
- **Possibilité de délégation :** De la même manière qu'un mandataire peut être TPC pour le compte d'exploitants de capacité dans le cadre de la certification et de la participation aux enchères, la CRE considère qu'un **mandataire** (par exemple le TPC) **peut également faire la demande de dérogation pour le compte des exploitants.**
- **Mandat de délégation :**
 - Dans le cas où le TPC est également la personne qui se chargera des dérogations : mandat de délégation prévu dans l'annexe X des règles du mécanisme de capacité.
 - Dans le cas où un mandataire autre que le TPC réalise la demande : modèle de mandat *ad hoc* fourni par la CRE.

1.2

Dérogation au PPI - Processus et contenu des dossiers

2. Processus de soumission des dossiers

Calendrier



Les dates présentées pourront évoluer pour s'adapter au calendrier de publication des textes réglementaires

Inscription au processus de dérogation : **jusqu'au lundi 9 novembre 2026**

- Les demandes d'inscription doivent être adressées par courriel à ddmte.daae@cre.fr, et préciser le nom de l'exploitant ainsi que les coordonnées du ou des contacts en charge du dossier (nom, adresse mail et numéro de téléphone).
- Un accès à la plateforme TransfertPro sera ensuite transmis afin de permettre le dépôt des pièces justificatives.
- Pour toute question relative à l'inscription au processus, adresser un mail à l'adresse : ddmte.daae@cre.fr

Soumission des dossiers sur Transfert pro : **jusqu'au lundi 23 novembre 2026 19h**

Phase d'instruction de la CRE : **à partir du mardi 24 novembre**

Suivant la réception de la demande, la CRE pourra demander des informations ou des clarifications supplémentaires pour évaluer la validité d'une demande.

- La CRE fournira les attestations de dérogation aux exploitants concernés avant la fin de la période de certification.

2. Processus de soumission des dossiers

Soumission via TransfertPro

- Une fois l'inscription envoyée, un lien de connexion TransfertPro sera envoyé et permettra l'accès à la plateforme de dépôts des documents justificatifs.
- L'exploitant devra créer **un sous-dossier par formulaire de demande de dérogation** (i.e. par site, ou par groupes de sites de moins de 100 MW de même filière), regroupant le formulaire et l'ensemble des éléments justificatifs.
- Le dossier de dérogation soumis à la CRE par l'exploitant est considéré comme étant le dossier déposé sur TransfertPro **le 23 novembre 2026 à 19h**. Les droits de modification seront révoqués à cette échéance et seule une consultation sera possible.
- Les éventuels éléments complémentaires demandés par la CRE pendant la phase d'instruction pourront également être téléversés via Transfert Pro.

TBox - Solution de partage et de collaboration

transfertpro

Rechercher un fichier

Espace collaboratif > Test

☐	NOM DU FICHIER	PROPRIÉTAIRE	DATE DE MODIFICATION	TAILLE	ACTIONS
☐	Dossier précédent				
☐	Site #1	ddm nome	6 mars 2026 15:40		
☐	Site #2	ddm nome	6 mars 2026 15:39		

1. Accès à l'espace de dépôt des dossiers

2. Création des sous-dossiers

CRE

2. Processus de soumission des dossiers

Contenu du dossier de dérogation

Un dossier de dérogation pour un ensemble de sites comprend les éléments suivants, à téléverser sur TransfertPro avant la date limite :

- **un sous-dossier par site** (ou groupe de site dont la somme des puissances installées est inférieure à 100 MW, relevant de la même filière), comprenant :
 - **un formulaire de demande de dérogation** (fichier Excel de calcul de *missing money*, à remplir) ;
 - **les éventuels justificatifs associés au formulaire de demande de dérogation :**
 - notes / tableurs précisant certaines hypothèses de calcul. Les éléments concernés sont indiqués dans le formulaire (onglet notes) : notamment **revenus** (en cas d'hypothèses différentes des hypothèses normatives de la CRE), et **coûts fixes généraux** (en cas de frais de personnel sur site nuls) ;
- **un mandat de délégation dans le cas où un mandataire (comme le TPC) réalise la demande de dérogation pour le compte de l'exploitant** (annexe X des règles du mécanisme de capacité ou mandat *ad hoc* fourni par la CRE) ;
- **une déclaration sur l'honneur relative à l'ensemble des sites** (signée par le représentant légal de l'exploitant ainsi que du mandataire en cas de délégation pour la procédure de dérogation).

Certains justificatifs, requis pour la PL 2026-2027, ne sont plus requis dans le cadre des dossiers de dérogation pour l'enchère PL-4 2030-2031. Cela comprend :

- les factures pour les postes de coûts historiques supérieurs à 1 M€ (ou éléments comptables permettant de vérifier l'exactitude des coûts, par exemple extraits de comptes certifiés) ;
- pour chaque investissement de maintenance, la note descriptive détaillant en quoi ces investissements sont nécessaires au maintien en service de l'installation pendant la période de livraison.

Ils pourront néanmoins être demandés par la CRE au cours de l'instruction si nécessaire.

1.3

Dérogation au PPI - Calcul de *missing money* dans le formulaire

3. Calcul de *missing money*

Principes du calcul de *missing money*

- L'octroi de la dérogation repose sur une comparaison entre le PPI et le *missing money* spécifique de la capacité en question.
- Le *missing money* calculé dans la procédure de dérogation est défini comme **le revenu manquant strictement nécessaire pour le maintien en activité d'une capacité pendant la période de livraison.**
- Les hypothèses de coûts sont celles des acteurs. Celles de revenus sont des hypothèses normatives de la CRE (avec possibilité de justifier de revenus différents).
- **Le calcul de *missing money* est réalisé via le formulaire Excel disponible sur le site de la CRE.**
- **Ce fichier est commun pour l'ensemble des filières (dont les actifs à stock).**

Principes de calcul du *missing money* dans le cadre de la dérogation au PPI

Missing money =		
+	Coûts fixes annuels directs de l'installation / coûts fixes généraux	
+	Dépenses d'investissements récurrentes annualisées	
-	Revenus nets sur les marchés énergie	
-	Revenus nets issues des services d'équilibrage	
-	Autres revenus	
		Estimation par les acteurs
		▪ Estimation des montants totaux par les acteurs ▪ Hypothèses d'annualisation normatives (CMPC, durées d'amortissements) – avec possibilité de prendre en compte les hypothèses des acteurs sous réserve de justification adéquate
		▪ Estimations de la CRE sur la base des cotations des produits à terme disponibles, pour les capacités thermiques et les batteries ▪ Possibilité de prendre en compte les hypothèses des acteurs sous réserve de justification adéquate

3. Calcul de *missing money*

Périmètre des capacités pour un unique formulaire

- Un formulaire de demande de dérogation doit être rempli par site dont la **puissance installée est supérieure à 100 MW**.

Question acteurs :

- Pour les sites composés de plusieurs tranches, un fichier par site ou par tranche ?



- De la même manière que les TPC certifient leurs capacités à l'échelle des sites, et non des tranches, un unique fichier peut être rempli pour plusieurs tranches d'un même site en cohérence avec la certification.

- Un unique formulaire peut également être fourni pour plusieurs sites, tant que la somme des puissances installées est inférieure à 100 MW, et que les sites relèvent de la même filière. C'est notamment le cas des petites centrales de type cogénération appartenant à des exploitants différents, mais dont la procédure de dérogation est traitée par un même mandataire.
 - Si le *missing money* calculé par la CRE à l'échelle d'un ensemble de sites, sur la base des informations renseignées dans le formulaire, est supérieur au PPI, la dérogation pourra être accordée pour l'ensemble des sites auxquels le formulaire se rapporte.
 - Dans ce cas, les éléments renseignés en k€ (par ex. coûts et rentes), en MW (puissance installée dans l'onglet production), ou bien en GWh doivent correspondre à la somme des différents sites inclus dans le formulaire de dérogation
 - Les éléments renseignés en €/MWh ou en €/tCO₂ mais également le nombre de démarrages doivent correspondre à la moyenne des sites pondérée par les puissances certifiées prévisionnelles.

3. Calcul de *missing money*

Consignes générales

Les instructions sont détaillées dans le 1er onglet.

En particulier:

- **Toutes les cellules grises doivent être complétées** (y compris les **données passées au pas annuel** / ainsi que l'ensemble des sous-catégories de coûts mentionnées).
- Les cellules jaunes sont facultatives, et correspondent notamment à des champs à remplir si les hypothèses par défaut (sur l'annualisation ou les rentes) sont jugées non pertinentes. Si l'acteur ne souhaite pas remplir ces cases, veuillez indiquer « NA ».
- **Tous les éléments de coûts doivent être remplis en €2030 (la CRE propose les dernières projections d'IPCH publiées par la Banque de France en juin 2026 comme hypothèse de référence – 2,5 % en 2026, 1,7 % à partir de 2027)** Tous les coûts doivent avoir un signe négatif, tous les revenus doivent avoir un signe positif.
- Les noms des onglets ne doivent pas être modifiés.

CRE

Capture d'écran formulaire – Légende

Formulaire de demande de dérogation au PPI relatif à	
la période de livraison :	2026/27
En amont de l'enchère :	PL-1
Légende	
Input CRE	X
Input exploitant - Obligatoire	X
Input exploitant - Facultatif dans certains cas	X

- Remplir la déclaration sur l'honneur de l'exactitude des coûts.
- Le CoRDiS est susceptible de sanctionner tout manquement à la procédure (article L. 316-10 du code de l'énergie).

3. Calcul de *missing money*

Hypothèses normatives

- La CRE propose des valeurs par défaut pour certains paramètres :
 - les hypothèses d'annualisation (CMPC et durée d'amortissement) des investissements de maintenance ;
 - les revenus nets sur les marchés énergie (rentes inframarginales) : estimés sur la base des cotations des produits à terme disponibles à date ;**
 - les revenus nets sur les SSY : estimé sur la base d'un historique.**
- Si l'exploitant souhaite justifier de rentes inframarginales différentes de celles de la CRE, il doit aussi proposer et justifier une valeur de rentes cohérente pour la fourniture de services système (et *vice versa*).
- Si les exploitants souhaitent utiliser des hypothèses différentes, ils doivent sélectionner l'option « exploitant » dans l'onglet « Scénario & synthèse » et remplir les valeurs dans les cases jaunes correspondantes dans le fichier (au lieu de « NA »).
- Les revenus de chaleur pour les cogénérations sont implicitement pris en compte dans les rentes inframarginales comme **des coûts variables évités**.

Hypothèses rentes et d'annualisation normatives retenues par la CRE pour la dérogation au PPI de l'enchère PL-4 30/31

	Revenus nets marchés énergie (rentes inframarginales)		Revenus nets services d'équilibrage	
	2030	2031	2030	2031
Hypothèses de rentes (€/kW installé)				
THERMIQUE_CCG	35	35	8	8
THERMIQUE_CHARBON	0	0	0	0
THERMIQUE_TAC_FIOUL_BIOFIOUL	0	0	3	3
THERMIQUE_TAC_GAZ_BIOGAZ	0	0	3	3
Hypothèses d'annualisation				
CMPC réel pré-taxe + hurdle premium	9%			
Durée d'amortissement	8 ans			

Capture d'écran formulaire – Choix du Scénario

Item	Note	Unité	
Choix du scénario			
Hypothèse d'annualisation >>	6	[CRE/Exploitant]	CRE
Scénario rentes futures >>	6;16	[CRE/Exploitant]	Exploitant

3. Calcul de *missing money*

Consignes additionnelles à la suite des questions reçues par les acteurs lors de la PL26/27 (1/3)

Sur l'onglet informations générales

- La filière choisie doit-être celle renseignée à RTE dans le cadre de la certification.
- La puissance disponible pendant les plages PP doit idéalement être la puissance déclarée auprès de RTE dans la certification. La CRE pourra reboucler avec RTE pour identifier les potentielles divergences significatives.

Sur les coûts fixes

- Dans l'onglet coûts fixes, la ligne 20 « *coûts liés au réseau gazier* » doit être comprise comme les coûts fixes d'acheminement du combustible, plutôt que comme les coûts fixes liés au réseau gazier, si ces coûts ne sont pas déjà pris en compte dans les coûts variables (par exemple pour les centrales fioul/charbon).
- Les coûts fixes ne comprennent pas l'amortissement de l'investissement initial et les coûts financiers associés (la procédure de dérogation n'a pas vocation à couvrir la rentabilité de l'amortissement, mais à permettre à l'exploitant d'assurer la couverture des coûts de maintien en service).
- Les frais administratifs sur site (ligne 10) correspondent aux coûts fixes de gestion courante du site.
- Les frais généraux (coûts *overhead*, ligne 28) correspondent aux coûts fixes généraux de groupe, **engendrés par le maintien de l'activité pendant la période de livraison** (par exemple direction générale, contrôle de gestion, services financiers, RH, SI ou encore services juridiques).
 - Ils sont plafonnés à 25 % des frais de personnel sur site par convention. En cas de frais de personnels sur site nuls, ces coûts peuvent être intégrés dans les coûts fixes généraux sur site (ligne 9, autres coûts).
 - **Le cas échéant, la CRE demande une justification de leur niveau, par une méthode d'allocation stable, documentée et auditable, fondée sur des clés représentatives de l'utilisation effective des fonctions support par l'installation.**
 - La CRE s'assurera néanmoins de la cohérence de cette déclaration, notamment par rapport aux coûts fixes généraux déclarés par les autres acteurs.

3. Calcul de *missing money*

Consignes additionnelles à la suite des questions reçues par les acteurs lors de la PL26/27 (2/3)

Sur l'onglet investissements de maintenance

- En application de la méthodologie proposée par la CRE au ministre, les investissements de maintenance réalisés avant l'entrée en vigueur du nouveau mécanisme en 2026 ne sont pas pris en compte dans le calcul de *missing money*.
- La CRE considère que la dérogation ne couvre pas des investissements échoués, pris dans un contexte dans lequel le mécanisme n'avait pas encore été approuvé par la Commission européenne.

Sur les rentes

- Les rentes inframarginales sur les marchés de l'énergie sont calculées sur la base des produits à terme, avec une méthodologie différente des estimations de RTE fournies dans le cadre de la consultation.
- Les rentes issues de la fourniture de services d'équilibrage prennent en compte l'ensemble des réserves d'équilibrage (FCR/R1, aFRR/R2, mFRR/R3). La comptabilisation des revenus énergie et/ou capacitaires issus de la fourniture de services d'équilibrage ou du mécanisme d'ajustement doit être cohérente avec les hypothèses de rentes inframarginales renseignées. Par exemple, pour les hypothèses normatives des capacités thermiques, la CRE a uniquement considéré les revenus d'équilibrage capacitaires dans les rentes d'équilibrage mais a, en contrepartie, considéré que toute la puissance disponible était valorisée sur le marché de l'énergie. La CRE portera une attention particulière aux déclarations des exploitants d'actifs majoritairement présents sur les services système, notamment au regard du passage au *merit order* de la réserve secondaire.
- Pour les installations en sortie d'obligation d'achat, les rentes futures et passées issues du dispositif de soutien doivent être renseignées dans la catégorie « Autres rentes », ligne 58. En particulier, si le site sort de contrat d'OA avant la fin de la PL au cours de l'année 2026 ou 2027, l'exploitant doit remplir ses meilleures estimations de revenus issues du dispositif de soutien.

3. Calcul de *missing money*

Consignes additionnelles à la suite des questions reçues par les acteurs lors de la PL26/27 (3/3)

Sur l'onglet production

- La ligne 11 correspond au rendement de production d'électricité (PCI).

Sur les coûts variables:

- Les taxes proportionnelles à la production d'électricité sont à renseigner dans les coûts variables (coûts de carburant).
- Par soucis de cohérence, les coûts des quotas ETS sont bien à considérer pour l'ensemble de la production (électricité et chaleur), pas uniquement la part électrique.

Eligibilité au pluriannuel

2.1

Contractualisation pluriannuelle - Cadre réglementaire

1. Cadre réglementaire

Rappel du cadre réglementaire relatif à l'éligibilité aux contrats pluriannuels – Procédure de préqualification (1/2)

L'article R. 316-36 du code de l'énergie définit les **capacités de production et de stockage éligibles aux contrats pluriannuels** :

Critères d'éligibilité (art. R. 316-36 du code de l'énergie), vérifiés par RTE au cours de la procédure de préqualification

1° Les nouvelles installations de production	<i>1° Les installations ou parties d'installations qui font l'objet d'une autorisation administrative d'exploiter [...], et qui n'ont pas injecté sur le réseau préalablement à la date de l'enchère pour laquelle elles souhaitent bénéficier de la contractualisation pluriannuelle, tant qu'elles n'ont pas été sélectionnées lors d'une enchère</i>
2° Les nouvelles installations de stockage	<i>2° Les installations de stockage, sous réserve qu'elles n'aient pas fait l'objet d'une convention de raccordement dont la signature serait intervenue antérieurement à la date de l'enchère pour laquelle elles souhaitent bénéficier de l'autorisation de contractualisation pluriannuelle, tant qu'elles n'ont pas été sélectionnées lors d'une enchère</i>
3° Les augmentations de puissance	<i>3° Les installations de production réalisant une augmentation de puissance</i>
4° Les investissements pour atteindre le seuil d'émission	<i>4° Les installations de production réalisant des investissements de réduction d'émissions [...] permettant d'atteindre des émissions [...] inférieures à la valeur limite [...]</i>
5° Les prolongations de durée de vie	<i>5° Les installations de production réalisant des investissements nécessaires à la poursuite de leur fonctionnement qui, en l'absence de tels investissements, auraient été fermées [...]</i>

Les **capacités d'effacement** sont éligibles à la rémunération pluriannuelle si « les sites de soutirage qui les composent sont tous localisés sur le territoire métropolitain continental et si aucun de ces sites ne bénéficie, pour tout ou partie de la période de livraison considérée, d'un soutien public au titre du dispositif décrit à l'article L. 271-4 » (article R. 316-37 du code de l'énergie).

Le respect de ces critères d'éligibilité est vérifié par RTE dans le cadre d'une **procédure de préqualification**, prévue à l'article R. 316-39 du code de l'énergie, durant laquelle les exploitants déposent auprès de RTE une demande d'autorisation de contractualisation pluriannuelle. A l'issue de son instruction, RTE transmet à la CRE, conformément à l'article R. 316-40 du code de l'énergie, la liste des installations ayant validé la procédure de préqualification et les volumes associés.

1. Cadre réglementaire

Rappel du cadre réglementaire relatif à l'éligibilité aux contrats pluriannuels – Examen par la CRE (2/2)

Ces demandes d'autorisation de contractualisation pluriannuelle sont par la suite examinées par la CRE sur la base de critères économiques définis par arrêté du ministre chargé de l'énergie sur proposition de la CRE (article R. 316-40 du même code). Dans le cadre de sa délibération du 17 septembre, la CRE a proposé les critères économiques suivants :

Critères économiques relatifs à l'éligibilité aux contrats pluriannuels :

- Les capacités éligibles doivent respecter l'unique seuil d'investissement défini à l'article R. 316-40 du code de l'énergie (125 €/kWc).

- 1 Trois critères cumulatifs permettent d'identifier les dépenses pouvant être considérées dans les charges d'investissement prises en compte :
 - la dépense constitue une dépense d'investissement au sens des normes comptables françaises, et son caractère amortissable est attesté par un commissaire aux comptes ;
 - la dépense est nécessaire aux investissements permettant de rendre les capacités éligibles aux contrats pluriannuels ;
 - la dépense est réalisée au plus tôt le 1er janvier 2022 et au plus tard le jour précédant le premier jour de la période de livraison concernée.

- 2 De plus, pour qu'une capacité soit éligible à la contractualisation pluriannuelle, **la FID ne doit pas avoir été prise au moment du dépôt du dossier de demande d'autorisation**, et l'exploitant doit s'engager à ne pas la prendre préalablement à la publication des résultats de l'enchère.

Critères économiques relatifs à la durée des contrats pluriannuels

- 3 La durée des contrats pluriannuels est laissée à la discrétion des acteurs de marché, définie par années, et est réputée valide dès lors qu'elle satisfait aux deux conditions cumulatives suivantes :
 - ne pas excéder la durée d'amortissement comptable prévisionnelle du projet, telle qu'attestée par un CAC ;
 - respecter les durées maximales par type d'investissement.

- 4 Pour les capacités mentionnées au 5° de l'article R. 316-36, la CRE vérifie la réalité des perspectives de fermeture de l'installation en l'absence des investissements proposés (article R. 316-40 du même code).

2.2

Contractualisation pluriannuelle - Calendrier et contenu des dossiers

2. Processus de soumission des dossiers

Calendrier



Les dates présentées pourront évoluer pour s'adapter au calendrier de publication des textes réglementaires

Inscription à la demande d'éligibilité à la contractualisation pluriannuelle : jusqu'au lundi 9 novembre 2026

- Les demandes d'inscription doivent être adressées par courriel à ddmte.daae@cre.fr, et préciser le nom de l'exploitant ainsi que les coordonnées du ou des contacts en charge du dossier (nom, adresse mail et numéro de téléphone).
- Un accès à la plateforme TransfertPro sera ensuite transmis afin de permettre le dépôt des pièces justificatives.
- Pour toute question relative à l'inscription au processus d'éligibilité au pluriannuel, adresser un mail à ddmte.daae@cre.fr

Soumission des dossiers sur Transfert pro : jusqu'au lundi 23 novembre 2026 19h

Phase d'instruction de la CRE : à partir du mardi 24 novembre

- Suivant la réception de la demande, la CRE pourra demander des informations ou des clarifications supplémentaires pour évaluer la validité d'une demande.
- La CRE fournira les propositions d'autorisation aux exploitants concernés avant la fin de la période de certification.

CRE

2. Processus de soumission des dossiers

Contenu des dossiers de demande de contractualisation pluriannuelle

Une demande doit être réalisée pour chaque projet de capacité.

Une demande de contractualisation pluriannuelle pour un projet comprend les éléments suivants, à téléverser sur TransfertPro avant la date limite :

- **une note descriptive du projet**, reprenant *a minima* les éléments renseignés à RTE lors de la procédure de préqualification, au format libre ;
- **un fichier Excel récapitulatif** de la liste des dépenses d'investissement, leur temporalité, et de la demande de durée de contrat, à remplir grâce au formulaire type ;
- **une déclaration CAC**, attestant que les dépenses déclarées par l'acteur sont susceptibles d'être **portées à l'actif selon le Plan comptable général** si la décision d'investissement relative au projet de capacité était prise ;
- **une déclaration CAC** attestant que la **durée d'amortissement prévisionnelle des dépenses déclarées est cohérente avec les règles comptables applicables** à l'entité concernée et avec le traitement comptable retenu ;
- une déclaration sur l'honneur signée par l'exploitant (et son mandataire le cas échéant) sur le respect des critères, dont la temporalité de la décision finale d'investissement, à remplir grâce au document type ;
- pour les demandes d'autorisation pour un projet de prolongation de durée de vie : une note argumentant sur la réalité des perspectives de fermeture en l'absence des investissements réalisés et de l'obtention du contrat pluriannuel, au format libre.
- **un mandat de délégation dans le cas où un mandataire (comme le TPC) réalise la demande de contractualisation pluriannuelle pour le compte de l'exploitant** (annexe X des règles du mécanisme de capacité ou mandat *ad hoc* fourni par la CRE) ;
- + tout justificatif qui paraît pertinent ou qui faciliterait le traitement de la demande par la CRE.

2. Processus de soumission des dossiers

Soumission sur TransfertPro

- Une fois l'inscription envoyée, un lien de connexion TransfertPro sera envoyé et permettra l'accès à la plateforme de dépôts des documents justificatifs.
- L'exploitant devra créer **un sous-dossier par capacité pour laquelle une demande de d'autorisation est faite**, regroupant le formulaire et l'ensemble des éléments justificatifs mentionnés à la diapo précédente.
- Le dossier d'autorisation soumis à la CRE par l'exploitant est considéré comme étant le dossier déposé sur TransfertPro **le 23 novembre 2026 à 19h**. Les droits de modification seront révoqués à cette échéance et seule une consultation sera possible.
- Les éventuels éléments complémentaires demandés par la CRE pendant la phase d'instruction pourront également être téléversés via Transfert Pro.



TBox - Solution de partage et de collaboration



S



Rechercher un fichier

Espace collaboratif > Test

☐	NOM DU FICHIER	PROPRIÉTAIRE	DATE DE MODIFICATION	TAILLE	ACTIONS
☐	Dossier précédent				
☐	Projet #1	ddm nome	6 mars 2026 15:40		
☐	Projet #2	ddm nome	6 mars 2026 15:39		

2. Création des sous-dossiers

CRE

1. Accès à l'espace de dépôt des dossiers

2.3

Précisions sur les critères économiques / le cadre d'analyse proposé par la CRE

3. Précisions sur les critères économiques

1 Précisions sur la liste des charges éligibles (1/2)

L'ensemble des dépenses déclarées, leur catégorie, leur temporalité et leur durée d'amortissement prévisionnelle sont remplies par le demandeur dans le formulaire de demande de contractualisation pluriannuelle. Ces dépenses doivent remplir les critères cumulatifs de la CRE, notamment :

« La dépense constitue une dépense d'investissement au sens des normes comptables françaises, et son caractère amortissable est attesté par un commissaire aux comptes » :

- Sont visées les dépenses en capital susceptibles d'être portées à l'actif selon le Plan comptable général, tant pour les immobilisations corporelles qu'incorporelles, si la décision finale d'investissement relative au projet de capacité était prise.
- **Dans le dossier :** Afin d'attester du caractère immobilisable des dépenses, une déclaration d'un commissaire aux comptes est demandée. Cette attestation doit également attester de la cohérence entre les dépenses déclarées et le projet décrit.

« La dépense est nécessaire aux investissements permettant de rendre les capacités éligibles aux contrats pluriannuels » :

- La CRE évaluera le caractère nécessaire des dépenses pour l'éligibilité aux contrats pluriannuels. Les éléments fournis à la CRE doivent lui permettre d'établir un lien direct entre la dépense et le projet.
- Peuvent notamment être considérées comme nécessaires les catégories suivantes : dépenses d'ingénierie externe et interne ; dépenses relatives aux achats des équipements ; dépenses de construction (y.c. relatif au raccordement) ; coûts indirects (y.c. assurances et intérêts intercalaires).

« La dépense est réalisée au plus tôt le 1er janvier 2022 et au plus tard le jour précédant le premier jour de la période de livraison concernée » :

- CRE**
- **Dans le dossier :** La CRE demande à l'acteur de préciser la temporalité des charges prévues.

1 Précisions sur la liste des charges éligibles (2/2)

Le montant des dépenses déclarées fait l'objet d'un double mécanisme de contrôle :

- **Contrôle ex ante** : évaluation du caractère raisonnable et amortissable des dépenses par la CRE au regard des investissements décrits, ainsi que du lien direct avec la réalisation du projet. Possibilité de demande de pièces justificatives par la CRE.
- **Contrôle ex post** : le comité de suivi, prévu à l'article R. 316-42 du code de l'énergie, vérifie la cohérence des déclarations de dépenses avec la réalité de l'investissement. Ces éléments font l'objet d'une obligation d'information du comité de suivi. En cas de manquement constaté, une saisine du CoRDIS demeure possible.

3. Précisions sur les critères économiques

2 Précision sur la temporalité de la FID

Dans sa délibération, la CRE propose que :

→ « *La décision finale d'investissement ne doit pas avoir été prise au moment du dépôt du dossier de demande d'autorisation de contractualisation pluriannuelle, et l'exploitant doit s'engager à ne pas la prendre préalablement à la publication des résultats de l'enchère.* »

La FID est entendue, en cohérence avec l'article 213-10 du Plan comptable général, comme la décision prise par la direction d'acquérir, de produire ou de construire un actif en vue de l'utiliser ou de le céder ultérieurement, justifiée sur les plans technique et financier et démontrant qu'elle générera des avantages économiques futurs.

Ce critère fait l'objet d'un double mécanisme de contrôle :

- **Engagement ex-ante** : Dans le dossier, l'exploitant produit une déclaration sur l'honneur du dirigeant attestant de l'absence de décision finale d'investissement préalablement à la publication des résultats de l'enchère. Un engagement sur l'honneur que la FID soit conditionnée aux résultats de l'enchère est également être demandé.
- **Contrôle ex-post** : le comité de suivi, prévu à l'article R. 316-42 du code de l'énergie, vérifie que le contrat pluriannuel a bien constitué le déclencheur de la décision finale d'investissement, notamment par l'examen des procès-verbaux des organes de gouvernance et la vérification de la chronologie des engagements financiers. Ces éléments font l'objet d'un *reporting* au comité de suivi. En cas de manquement constaté, une saisine du CoRDiS demeure possible.

3 Précision sur la justification de la durée des contrats

Dans sa délibération, la CRE propose que :

- *« La durée des contrats pluriannuels est laissée à la discrétion des acteurs de marché, définie par années, et est réputée valide dès lors qu'elle satisfait aux deux conditions cumulatives suivantes :
→ ne pas excéder la durée d'amortissement comptable prévisionnelle du projet, telle qu'attestée par un commissaire aux comptes ;
→ respecter la durée maximale par type d'investissement ».*

Dans le cadre du dossier :

- **L'exploitant fait une demande de durée de contrat** dans le formulaire de demande de contractualisation pluriannuelle, et communique la **durée d'amortissement prévisionnelle des dépenses déclarées**.
- **La déclaration CAC doit justifier que la durée d'amortissement prévisionnelle des dépenses déclarées est cohérente avec les règles comptables applicables à l'entité concernée et avec le traitement comptable retenu.**

4 Précision sur les perspectives de fermeture

Pour rappel, l'article R. 316-36 du code de l'énergie prévoit l'éligibilité aux rémunérations pluriannuelles des « *installations de production réalisant des investissements nécessaires à la poursuite de leur fonctionnement qui, en l'absence de tels investissements, auraient été fermées avant le début de la période de livraison objet de la procédure d'enchère concernée.* »

Dans ce cas, l'article R. 316-40 précise que **la CRE vérifie la réalité des perspectives de fermeture** de l'installation en l'absence des investissements proposés :

- La CRE retient une interprétation large des perspectives de fermeture, que ce soit pour des raisons **techniques ou économiques**.
- Cependant, par cohérence avec le caractère incitatif des contrats pluriannuels, **les investissements proposés devront procéder de l'obtention d'un contrat pluriannuel**. Autrement dit, l'obtention d'un contrat pluriannuel est une condition nécessaire à la réalisation de l'investissement.
- Dans ce cadre, la CRE analysera **la réalité des perspectives de fermeture également au regard de l'absence de contrat pluriannuel**, et notamment selon les conditions économiques rencontrées par les installations en faisant la demande.
- En particulier, la CRE envisage **de ne pas considérer comme éligibles** à un contrat pluriannuel les investissements nécessaires à la poursuite de l'activité d'une installation qui seraient rentabilisés naturellement par les revenus énergie, éventuellement complétés par des contrats annuels dans le cadre du mécanisme de capacité.

Contacts

En cas de question, veuillez contacter les équipes de la CRE par mail à l'adresse :

ddmte.daae@cre.fr